

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**PARIS RÉGION UP : TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DES ENTREPRISES**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">4</a>
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">Annexe 1 : Règlement d'intervention TP'up Souveraineté et Transition Ecologique.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">Annexe 2 : Règlement d'intervention PM'up Souveraineté et Transition Ecologique.....</a>	<a href="#">14</a>

## EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région Ile-de-France s'est dotée d'une stratégie économique globale « Impact 2028 » avec l'ambition de défendre la décarbonation de notre économie. Plus spécifiquement elle s'est fixée comme objectif « d'accompagner les transitions écologiques des TPE, PME et ETI ».

Dans un contexte de nécessaire incitation des entreprises au financement de leur transition écologique, la Région Ile-de-France souhaite mettre en place au profit des petites et moyennes entreprises, une offre de financement visant à accompagner leur transition écologique afin d'accroître leur compétitivité. Le rapport Pisani-Ferry estime à 2 points de PIB les investissements annuels de décarbonation nécessaires, ce qui représente 15 milliards d'euros par an en Île-de-France.

La Région Ile-de-France souhaite matérialiser ce soutien via :

- l'évolution des dispositifs TP'up et PM'up pour faire de la transition écologique un axe majeur du développement économique des bénéficiaires.

Le présent rapport propose :

### **1. Evolution des règlements d'intervention de TP'UP et PM'UP**

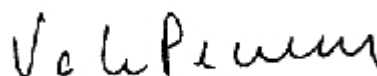
Il est proposé d'accompagner tous les lauréats TP'up et PM'up dans leur politique de transition écologique et d'intégrer un axe dédié « transition écologique et énergétique ».

A cette fin, il est proposé :

- d'adopter la modification du règlement d'intervention du dispositif TP'up ;
- d'adopter la modification du règlement d'intervention du dispositif PM'up.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

### PARIS RÉGION UP : TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DES ENTREPRISES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

**VU** les lignes directrices relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (C(2021) 8712)

**VU** le règlement (UE) 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis

**VU** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code monétaire et financier

**VU** le code de la commande publique

**VU** les articles 60 à 64 de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Île-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2023-110 du 29 mars 2023 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 2ème rapport pour 2023 ;

**VU** la délibération n° CP 2023-142 du 29 mars 2023 adoptant la Charte Francilienne pour l'engagement citoyen des entreprises ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-340 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

***Article 1 : Modification du règlement d'intervention du dispositif TP'up***

Autorise la modification du règlement d'intervention du dispositif TP'up figurant en annexe 1 pour renforcer la place des enjeux de souveraineté et de transition écologique dans le développement économique des entreprises.

***Article 2 : Modification du règlement d'intervention du dispositif PM'up***

Autorise la modification du règlement d'intervention du dispositif PM'up figurant en annexe 2 pour renforcer la place des enjeux de souveraineté et de transition écologique dans le développement économique des entreprises.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Règlement d'intervention TP'up Souveraineté et Transition Ecologique**

## Règlement d'intervention TP'up

Avec TP'up, la région Île-de-France soutient la transition écologique et le développement des très petites entreprises (TPE). Pour ce faire, elle mobilise une aide financière pour accompagner les stratégies de décarbonation, de circularité, de souveraineté et de croissance de ces entreprises.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Une notice technique régulièrement mise à jour est accessible sur [www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr) afin d'apporter, à travers des exemples concrets, les réponses aux interrogations concernant les modalités d'application du règlement.

### 1) Base juridique

Ce dispositif d'aide s'inscrit dans le cadre des articles L.1511-1 et suivants, ainsi que de l'article L.4211-1 du code général des collectivités territoriales.

Il est pris en application :

- le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;
- le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L 337 du 14 octobre 2020.

### 2) Structures éligibles

Sont éligibles les entreprises relevant de la catégorie des micro-entreprises, telle que définie dans l'annexe I du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, à savoir les entités, quelle que soit leur forme juridique, exerçant une activité économique, comptant moins de 10 salariés en équivalent temps plein et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total de bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros.

Les entreprises éligibles ont au moins un an d'existence et au moins un exercice comptable achevé. Par ailleurs, elles répondent à l'un des critères suivants :

- pour les entreprises artisanales<sup>1</sup>, y compris celles ne comptant pas de salarié à la date de candidature, porter un projet créateur d'emploi<sup>2</sup>
- pour les autres entreprises, compter au moins un salarié ou mobiliser un travailleur dans le cadre d'un groupement d'employeurs.

---

<sup>1</sup> Inscrites au répertoire des métiers.

<sup>2</sup> Est considérée comme création d'emploi, toute augmentation de l'effectif salarié à l'exclusion de l'entrepreneur et des associés.



Ne sont pas éligibles :

- les entreprises exclues au titre de l'article 1 §2 point a à g du règlement de minimis SIEG 360/2012 modifié ;
- les entreprises exclues au titre de l'article 1 du règlement de minimis 1407/2013 modifié ;
- les entreprises répondant à la notion « d'entreprise en difficulté » au sens de l'article 2 §18 du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié.
- les entreprises faisant l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne non exécutée déclarant les aides illégales et contraires au marché commun (Article 1 § 4 point a du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié) ;
- les entreprises marchandes relevant des activités de transformation agricole primaire, des professions libérales, des services financiers et immobiliers.

### **3) Projets éligibles**

Les projets soutenus s'appuient sur un plan de développement stratégique sur 12 à 18 mois, portant sur un ou plusieurs des axes de développement suivants :

- transformation numérique de l'entreprise ;
- transformation écologique de l'entreprise ;
- internationalisation ;
- accroissement et/ou modernisation des outils de production ;
- diversification de l'activité et des cibles de clientèle ;
- intégration du design ;
- croissance externe.

Les projets devront présenter un axe de développement dédié à la transition écologique et énergétique.

### **4) Critères de sélection**

Les critères de sélection des projets sont :

- la viabilité de l'entreprise ;
- la pertinence de la stratégie ;
- le potentiel de création d'emploi ;
- le potentiel de développement international et/ou la contribution du projet au développement de l'Île-de-France<sup>3</sup>.

### **5) Dépenses éligibles**

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les prestations de recherche et développement ne sont pas éligibles.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

---

<sup>3</sup> Ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales.

### **a. Investissements matériels et immatériels**

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles consistent en l'acquisition d'immobilisations corporelles et/ou incorporelles (y compris l'acquisition de licences) :

- permettant un accroissement ou une diversification de la production de l'entreprise ;
- ou bien un changement fondamental de l'ensemble du processus de production.

En cas de financement par voie de crédit-bail, l'assiette de dépenses éligible est constituée de la somme des loyers de crédit-bail sur la période du projet.

Les dépenses d'études et de conseils liées à ces investissements sont également éligibles.

Les investissements immobiliers et l'acquisition de parts d'entreprises ne sont pas éligibles.

Les dépenses d'investissements matériels ou immatériels bénéficient d'un taux de subvention maximum de 30 %, qui pourra être porté jusqu'à 50% pour les investissements effectués en zone de reconquête économique<sup>4</sup> (dans la limite du plafond autorisé par les règlements de minimis précités).

Les investissements relevant de la transition écologique, ou permettant la décarbonation significative de l'activité de l'entreprise pourront bénéficier d'un taux majoré jusqu'à 50%, à l'exclusion des outils productifs moins énergivores, leur gain étant porté par les évolutions du marché.

### **b. Conseil**

Les coûts admissibles sont les coûts afférents aux services de conseil fournis par des conseillers extérieurs.

Les services en question ne peuvent constituer une activité permanente ou périodique et ils sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise, telles que les services ordinaires de conseil fiscal ou juridique, ou la publicité. Ils donnent lieu à la réalisation d'un livrable<sup>5</sup>.

Les dépenses de conseil bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %, (dans la limite du plafond autorisé par les règlements de minimis précités).

Le conseil lié à un premier diagnostic de transition écologique (bilan carbone, analyse des flux...) pourra être financé jusqu'à 50% dans la limite de 12 000€.

### **c. International**

Les coûts admissibles sont :

- la participation à des salons internationaux se tenant en France ou à l'étranger ou à des opérations collectives assimilées (missions de prospection, rencontres acheteurs et partenaires) : coûts résultant de la location et de l'aménagement d'un stand, les frais de communication (édition de supports de communication, traduction, frais d'interprète) ainsi que les frais de transitaire et les frais d'acheminement des produits ;
- les missions réalisées par recours au volontariat international en entreprise (V.I.E.) ;

---

<sup>4</sup> La liste des zones de reconquête économique est consultable sur <https://www.iledefrance.fr/tpup-relance>

<sup>5</sup> Rapport présentant conclusions et préconisations relatives à la mission confiée.

- les prestations de conseil en développement international (missions de prospection individuelles, études de marché, accompagnement pour une certification internationale, stratégie marketing digitale, etc.).

Ces dépenses bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 % (dans la limite du plafond autorisé par les règlements de minimis précités).

Ne sont pas éligibles les frais de voyage, d'hébergement, de restauration et de déplacement.

#### **d. Recrutement**

Les dépenses de recrutement éligibles sont les coûts salariaux sur un an à compter de l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié sur une fonction nouvelle permettant d'améliorer ou d'initier l'engagement dans la transition écologique de l'entreprise. Le recrutement par promotion interne est admis sous réserve que la personne promue soit remplacée. L'aide ne peut porter sur plus de 1 recrutement.

Le recrutement bénéficie d'un taux de subvention maximum de 50 %. L'aide est plafonnée à 25 000 €.

### **6) Montant de l'aide**

La subvention régionale est plafonnée à 55 000 € par projet dont au maximum 25 000 € au titre des volets « conseil » et « international » cumulés.

Le montant pourra être réévalué jusqu'à 82 500 € pour soutenir des projets localisés dans les zones de reconquête économique, telles que définies en CP 2022-001 du 28 janvier 2022, et ses éventuelles modifications.

Les projets présentant un fort impact écologique pourront également bénéficier d'une réévaluation jusqu'à 82 500€.

L'aide au conseil est plafonnée à 500 € par jour d'intervention.

L'aide aux salons est plafonnée à 5 000 € par salon.

### **7) Règles de cumul**

Les dépenses faisant déjà l'objet d'un financement de la région Île-de-France ne sont pas éligibles.

Les aides attribuées sur la base du présent règlement d'intervention sont soumises aux règles de cumul des aides prévues par la réglementation européenne relative aux aides d'Etat et notamment :

- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32013R1407;->

Ainsi, le montant total des aides de minimis octroyées à une entreprise unique ne peut

excéder 200 000 € sur une période de trois exercices fiscaux.

- règlement (UE) N° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L 337 du 14 octobre 2020 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32012R0360>  
Ainsi, le montant total des aides de minimis octroyées à une entreprise fournissant des services d'intérêt économique général ne peut excéder 500 000 € sur une période de trois exercices fiscaux.

## **8) Modalités des aides**

### **a. Attribution des aides**

L'aide et son montant sont décidés par la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France.

L'aide porte sur la totalité du projet retenu, mais la Région peut décider de plafonner le montant de subvention en fonction des axes ou dépenses du projet.

### **b) Date de prise en compte des dépenses**

L'aide est réputée avoir un effet incitatif à compter de la date de dépôt du dossier de candidature, si bien que les dépenses éligibles sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.

Le dossier de candidature précise notamment les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, précisant sa localisation, ses dates de début et de fin ainsi que les éléments de diagnostic ayant permis de déterminer les axes stratégiques retenus ;
- une liste des coûts du projet ;
- le montant de l'aide TP'up sollicitée et des autres financements privés et publics envisagés pour financer le projet ;
- une attestation sur l'honneur portant sur les aides « de minimis » perçues et demandées au cours des 2 derniers exercices fiscaux et de celui en cours.

### **c) Modification du projet**

Le projet retenu est annexé à la convention encadrant l'aide qui précise les axes stratégiques pour lesquels l'aide pourra être mobilisée. Les dépenses éligibles relevant de ces différents axes ouvrent droit à la subvention dans la limite du montant d'aide attribué.

En cas d'évolution du projet, la Région peut décider de soutenir de nouveaux axes stratégiques par décision de la commission permanente. L'aide est alors réputée incitative si une demande de l'entreprise précisant les nouvelles orientations du projet est adressée préalablement à l'engagement des dépenses concernées.

Sauf décision expresse par délibération de la Commission permanente, toute évolution du projet ne peut avoir comme conséquence un dépassement du montant de subvention accordé.

### **9) Evaluation et indicateurs**

A l'issue du projet, il est demandé à l'entreprise de fournir :

- l'évolution prévisionnelle de ses effectifs ;
- un état des aides publiques perçues ;
- les derniers comptes disponibles.

### **10) Clause éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## **Annexe 2 : Règlement d'intervention PM'up Souveraineté et Transition Ecologique**

## **Règlement d'intervention PM'up**

Avec PM'up, la région Île-de-France soutient la transition écologique et le développement des petites et moyennes entreprises (PME). Pour ce faire, elle mobilise une aide financière et un appui technique pour accompagner durant 3 ans les stratégies de décarbonation, de circularité, de souveraineté et de croissance de ces entreprises.

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Une notice technique régulièrement mise à jour est accessible sur [www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr) afin d'apporter, à travers des exemples concrets, les réponses aux interrogations concernant les modalités d'application du règlement.

### **1) Base juridique**

Ce dispositif d'aide s'inscrit dans le cadre des articles L.1511-1 et suivants, ainsi que de l'article L.4211-1 du code général des collectivités territoriales. Il est pris en application :

- du régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et ses futures modifications ;
- le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;
- le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L 337 du 14 octobre 2020 ;

### **2) Structures éligibles**

Sont éligibles les petites et moyennes entreprises, telles que définies dans l'annexe I du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 modifié de la Commission européenne du 17 juin 2014, comptant au moins 5 salariés et ayant au moins un établissement en Île-de-France.

La catégorie des petites et moyennes entreprises est notamment constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Ne sont cependant pas éligibles :

- les entreprises concernées par les exclusions prévues à l'article 1 §2 – 3 et 5 du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié ainsi que celles prévues à l'article 1 §2 point f et g du règlement de minimis SIEG 360/2012 modifié.
- les entreprises répondant à la notion « d'entreprise en difficulté » au sens de l'article 2 §18 du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié.
- les entreprises faisant l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne non exécutée déclarant les aides illégales et contraires au marché commun (Article 1 § 4 point a du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 modifié)

### **3) Projets éligibles**

Les projets soutenus portent sur un ou plusieurs des axes de développement suivants :

- Diversification de l'activité et/ou réorientation du modèle économique de l'entreprise vers plus de circularité (éco-conception, remanufacturing, mobilité douce...)
- Relocalisation et/ou implantation d'une activité en Île-de-France,
- Développement international : conquête de marchés, internationalisation
- Diversification de l'activité, lancement de nouveaux produits/services
- Accroissement et modernisation des capacités de production
- Optimisation de la chaîne de valeur :
  - Interne : organisation, qualité, commercial, marketing, ressources humaines, digitalisation
  - Externe : partenariats, intelligence économique, supply chain
- Amélioration de la performance sociale

Les projets devront présenter un axe de développement dédié à la transition écologique et énergétique.

### **4) Critères de sélection**

Les critères de sélection des projets sont :

- la viabilité de l'entreprise
- la pertinence de la stratégie
- le potentiel de création d'emplois
- le potentiel de développement international
- la contribution du projet au développement de l'Île-de-France<sup>1</sup>
- les engagements environnementaux pris par la région

La Région peut solliciter l'avis du jury régional de sélection PM'up pour apprécier ces différents critères.

---

<sup>1</sup> Ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local de l'entreprise, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et de sa participation aux orientations prioritaires régionales.



## 5) Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les prestations de recherche et développement ne sont pas éligibles.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

### a) Investissements matériels et immatériels

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles consistent en l'acquisition d'immobilisations corporelles et/ou incorporelles (y compris l'acquisition de licences) :

- permettant un accroissement ou une diversification de la production de l'entreprise ;
- ou bien un changement fondamental de l'ensemble du processus de production,

Les dépenses d'investissements matériels et immatériels éligibles sont considérées comme des éléments d'actif amortissables et figurent à l'actif de l'entreprise pendant au moins trois ans.

Les investissements immatériels doivent être effectués exclusivement dans l'entreprise bénéficiaire de l'aide.

Les dépenses d'études et de conseils liées à ces investissements sont également éligibles.

Les dépenses d'investissements matériels ou immatériels bénéficient d'un taux de subvention maximum de 20 % pour les petites entreprises et de 10 % pour les entreprises moyennes.

Pour les structures d'insertion par l'activité économique conventionnées relevant de la catégorie des moyennes entreprises, le taux maximum de prise en charge des investissements est de 20%.

Pour les projets localisés en zone de reconquête économique, le taux de subvention est de 50% maximum <sup>2</sup>. (dans la limite du plafond autorisé par le règlement de minimis précité.)

Les investissements relevant de la transition écologique, ou permettant la décarbonation significative de l'activité de l'entreprise pourront bénéficier d'un taux majoré jusqu'à 50%, à l'exclusion des outils productifs moins énergivores, leur gain étant porté par les évolutions du marché.

### b) Dépôt et extension de brevet

Les dépenses de dépôt et d'extension de brevets éligibles sont :

- les coûts liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets dans le cadre du dépôt dans la première juridiction ou de l'extension dans une nouvelle juridiction.
- les frais de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions.

Les dépenses de dépôt et extension de brevets bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50%.

---

<sup>2</sup> La liste des zones de reconquête économique est consultable sur <https://www.iledefrance.fr/pmup-relance>

### **c) Conseil**

Les coûts admissibles sont les coûts afférents aux services de conseil fournis par des conseillers extérieurs.

Les services en question ne peuvent constituer une activité permanente ou périodique et ils sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normales de l'entreprise, telles que les services ordinaires de conseil fiscal ou juridique, ou la publicité. Ils donnent lieu à la réalisation d'un livrable<sup>3</sup>.

Les dépenses relevant du développement technologique des produits et services de l'entreprise ne sont pas éligibles.

Les dépenses de conseil bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %.

Le conseil lié à un premier diagnostic de transition écologique (bilan carbone, analyse des flux...) pourra être financé jusqu'à 50% dans la limite de 12 000€.

### **d) International**

Les coûts admissibles sont :

- La première participation à des salons internationaux : coûts résultant de la location, de la mise en place et de la gestion d'un stand lors de la première participation d'une entreprise à un salon donné.
- Les missions réalisées par recours au volontariat international en entreprise (V.I.E.).
- Les prestations de conseil en développement international (vérifiant les critères énoncés au paragraphe c) ci-dessus).
- L'accompagnement pour une certification internationale.

Ces dépenses bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %.

### **e) Recrutements structurants**

Les dépenses de recrutement éligibles sont les coûts salariaux sur un an à compter de l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié sur une fonction nouvelle permettant d'améliorer la structure d'encadrement de l'entreprise ou d'initier l'engagement dans la transition écologique de l'entreprise. Le recrutement par promotion interne est admis sous réserve que la personne promue soit remplacée. L'aide ne peut porter sur plus de 3 recrutements.

Les recrutements bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %. L'aide est plafonnée à 25 000 € par recrutement, soit 75 000 € maximum par projet.

## **5) Taux de subvention et plafonnement**

La subvention régionale est plafonnée à 250 000 € par projet. Le montant peut être réévalué jusqu'à 375 000 € pour soutenir des projets localisés dans les zones de reconquête économique, telles que définies en CP 2022-001 du 28 janvier 2022, et dans le cadre des futures modifications.

Les projets présentant un fort impact écologique et un plan de transition ambitieux pourront également bénéficier d'une réévaluation jusqu'à 375 000€.

---

<sup>3</sup> Rapport présentant conclusions et préconisations relatifs à la mission confiée.

Une majoration de 15 % pourra être attribuée pour les entreprises présentant un plan ambitieux de RSE avec un fort volet insertion professionnelle (dans la limite des plafonds précités).

## 6) Règles de cumul

Les dépenses faisant déjà l'objet d'un financement de la région Île-de-France ne sont pas éligibles.

Les aides attribuées sur la base du présent règlement d'intervention sont soumises aux règles de cumul des aides prévues par la réglementation européenne relative aux aides d'Etat et notamment :

- Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32013R1407>);
- Le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L 337 du 14 octobre 2020 ; sont soumises aux règles de cumul de ces règlements (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32012R0360>);
- Le régime cadre exempté de notification N°SA. 100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32014R0651>) et ses éventuelles modifications.

## 7) Attribution des aides et modification du plan de développement

### a) Attribution des aides

L'aide et son montant sont décidés par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

L'aide porte sur la totalité du projet retenu, mais la Région peut décider de plafonner le montant de subvention en fonction des axes ou dépenses du projet.

### b) Date de prise en compte des dépenses

L'aide est réputée avoir un effet incitatif à compter de la date de dépôt du dossier de candidature. Le dossier de candidature doit être déposé avant le démarrage du projet. Il précise notamment les informations suivantes :

- le nom et la taille de l'entreprise ;
- une description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;

- la localisation du projet ;
- une liste des coûts du projet ;
- le montant de l'aide PM'up sollicitée et des autres financements publics envisagés pour financer le projet ;
- Une attestation sur l'honneur portant sur les aides « *de minimis* » perçues et demandées au cours des 2 derniers exercices fiscaux et de celui en cours.

La région Île-de-France peut solliciter tout justificatif permettant d'apprécier la nature et le coût estimé des dépenses pour lesquelles la subvention est sollicitée.

### **c) Modification du projet**

Le projet retenu est annexé à la convention et précise les axes stratégiques pour lesquels l'aide pourra être mobilisée. Les dépenses éligibles relevant de ces différents axes ouvrent droit à la subvention dans la limite du montant d'aide attribué.

En cas d'évolution du projet, la Région peut décider de soutenir de nouveaux axes stratégiques par décision de la Commission permanente. L'aide est alors réputée incitative si une demande de l'entreprise précisant les nouvelles orientations du projet est adressée préalablement à l'engagement des dépenses concernées.

Sauf décision expresse par délibération de la commission permanente, toute évolution du projet ne peut avoir comme conséquence un dépassement du montant de subvention accordé.

## **8) Evaluation et indicateurs**

Des points d'étape sont organisés chaque année avec l'entreprise.

A cette occasion, il lui sera demandé de fournir :

- l'évolution de ses effectifs ;
- un état des aides publiques perçues ;
- les derniers comptes disponibles.

## **9) Clause éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.